Quotidien d'information générale - Série III n° 887 Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, **WWW.nyota.net**

Récépissé n∘MIN/CM/LMO/053/2015

Tentative de tripatouiller la Constitution "60

Le G7 met en garde!

La résidence de Gabriel Kyungu encerclée!

Chronique

Neymar à Paris, c'est officiel!

n me débarrassant de ma couette ce matin, j'allume mon transistor, comme d'habitude, et je tombe sur Radio Top qui rediffusait l'info du samedi dernier sur le Premier ministre qui est allé se faire identifier et enrôler à Lemba, où il a eu à indiquer qu'il est déterminé à organiser les meilleures élections de l'histoire du pays. «Cet enrôlement signifie que le cap est désormais mis sur les élections. Dans une démocratie républicaine comme la nôtre, c'est le peuple qui est le souverain primaire», a souligné Bruno Tshibala, qui s'est fait accompagner par une foule au centre d'inscription, à partir

(suite en Page 3)

Après Globalwitness

L'Asadho dénonce la « corruption légalisée » dans le secteur minier

7

Sécurité des juges

Thambwe Mwamba sollicite le port d'armes par les magistrats (2: 4)

Sport

Pour compléter la liste CAF

LIKONZA et USHINDI qualifiés en C2

(P. 11)

La République n° 887 du Lundi 07 Août 2017

Sud-Kivu

Projet minier: la population veut son avis préalable

zones minières des territoires de Mwenga et Walungu exigent d'être consultés avant l'installation de tout projet minier. Cette exigence est l'une des réponses de deux études menées dans ces territoires sur l'état de la pauvreté des communautés dans les zones d'exploitation minière.

«Ce sur quoi les participants ont beaucoup insisté c'est la consultation préalable à l'installation des projets miniers. Parce que c'est un principe des droits humains qu'il doit y avoir un consentement des communautés », rapporte Philippe Ruvunangiza, directeur du Bureau d'études scientifiques et techniques(BEST).

Il a donné cette précision au cours d'un atelier organisé du vendredi 4 août au samedi 5 août à Bukavu. Cet atelier a réuni une trentaine de représentants de ces communautés occupant les zones minières de Luhwindja, Lugushwa, Kamituga, Luntukulu, Mukungwe et Nzibira.

Selon le directeur du Bureau d'études scientifiques



Des creuseurs clandestins dans une mine de cuivre de la Chemaf à Lubumbashi (Décembre 2012)

et techniques, les études menées incluent aussi des propositions des réformes à mener sur le cadre légal qui réglemente l'exploitation minière en faveur de ces communautés.

« L'autre chose qui ressort de cet atelier est une question liée à la délocalisation. La communauté souhaiterait que pour délocaliser les

gens, il faudrait penser au délogement. Il ne faut pas se limiter à l'argent qu'il faut donner aux gens ou construire des maisons. Il faut que des personnes qui sont déplacées puissent retrouver un espace de vie qui leur permet de continuer à assurer une vie décente », indique Philippe Ruvunangiza. RO/LR

Les notables de Kintambo visitent l'Institut national des Archives du Congo

l'initiative de son comité-directeur et sous la conduite de son président, Jérémie Kikabakanga, quelques membres de l'Association des notables de Kintambo regroupés au sein de l'ANOKI, ont effectué la semaine passée, une visite guidée à l'Institut national des Archives du Congo (INACO) situé dans la commune de la Gombe, non loin du collège Bototo où ils étaient reçus par le Directeur administratif et financier de cet établissement en l'absence de la directrice générale, Mme Lanza Doodoo.

Le but de cette visite était de s'informer sur l'historique, l'importance des archives depuis l'époque coloniale. Le conservateur de l'INACO a d'abord brossé l'historique de cet institut avant de présenter les images très pédagogiques et didactiques illustrant les 4 carrés des archives dont la documentation, les installations qui abritent le coffre-fort où sont logés plusieurs ouvrages des Ministères, entreprises publiques et privées de la RDC depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours.

Puis, les notables ont échangé et partagé, à travers le jeu des questions et réponses avec la Directrice générale, Mme Lanza. Les notables de Kintambo étaient très émerveillés de cette rencontre et visite après avoir obtenu toutes les explications et ont promis de faire un plaidoyer auprès du Ministère de tutelle pour que ce patrimoine puisse mériter une attention particulière et appropriée auprès des autorités du pays. Une photo de famille a clôturé cette visite qui s'est déroulée dans une ambiance très fraternelle.

Cafardé ? Sous informé ? Beuh, il y a une solution : Larépubliquez – vous !!! Service vente et abonnement. Tel: (+243) 81 50 11 886, (+243) 99 74 40 728 Nord-Kivu

La société civile pour le renforcement des effectifs et du mandat de la MONUSCO

a société civile du Nord Kivu a demandé samedi 5 août à une délégation de 14 experts des Nations Unies, de plaider pour le renfort de l'effectif de la MONUSCO et de son mandat pour mettre fin à l'insécurité sur toute l'étendue de la RDC. Elle a fait cette requête auprès des experts des Nations unies venus de New York pour recueillir les réactions de différentes structures par rapport à la nouvelle stratégie qui devra être mise en place avec la réduction des effectifs de la MONUSCO.

«Aujourd'hui avec les différents groupes armés qui sont opérationnels presque sur toute l'étendue de la RDC, nous avons pensé que la MONUSCO, au lieu de réduire les effectifs, elle doit au contraire augmenter l'effectif, renforcer le mandat pour essayer de faire face aux défis sécuritaires qui deviennent de plus en plus récurrents sur toute l'étendue de la République », argumente Thomas d'Aquin Mwiti, président de la coordination de la société civile du Nord-Kivu.

Les experts ont assuré qu'il y aura des mécanismes qui seront mis en place pour « maintenir un haut niveau de protection des civils dans les zones où les bases de la MONUSCO ont été fermées ».

La société civile du Nord-Kivu a demandé aussi à ces experts de plaider pour que la MONUSCO accompagne l'armée nationale et la police dans leurs nouveaux défis.

« La MONUSCO devrait orienter des actions allant dans le sens de renforcer l'autorité de l'Etat, d'attaquer les défis que rencontre la Police nationale congolaise, renforcer l'activisme des FARDC sur le terrain et transformer l'armée nationale congolaise en une armée réellement», recommande le président de la coordination de la société civile du Nord-Kivu.

Tanganyika

La situation sécuritaire est inquiétante, décrie le Rassemblement

a situation sécuritaire dans la province du Tanganyika est inquiétante, décrie la coordination du Rassemblement des forces sociales et politiques acquises au changement, lors d'un point de presse qui s'est tenu, samedi 5 août à la permanence de l'Union nationale



des démocrates fédéralistes (UNADEF) à Kalemie.

Cette plateforme dénonce la résurgence du conflit intercommunautaire, et la criminalité en milieu urbain ainsi que les tracasseries administratives, «Le Rassemblement constate avec regret l'exacerbation des conflits, notamment dans le territoire de Kalemie et celui de Moba. Le Rassemblement fustige par ailleurs la déclaration tendancieuse de l'autorité provinciale visant à minimiser ou à réfuter les dégâts», a affirmé le président interfédéral de l'UNADEF et porte-parole du Rassop, Alexis Katempa.

Pour le Rassemblement, les derniers incidents survenus en juillet dernier dans le territoire de Moba ont causé la mort de 26 personnes.

«Il se fait constater malheureusement, dans la ville de Kalemie, chaque jour qui passe, des cas de braquage, des vols à main armée, des patrouilles parallèles par des personnes non habilitées à sécuriser la population. Cela prouve à suffisance la déliquescence de l'Etat», a tranché Alexis Katempa.

La République

2, Avenue des Entreprises,

Directeur de Publication

Jacques Famba +243 99 81 90 510

Coordonnateur de la Rédaction

Boendy Bo Lokanga 243 99 91 99 410

Rédaction Générale

Boendy BL Jacques Famba +243 89 93 11 288 Beni Joël Dinganga +243 81 51 28 709

Collaborateurs

Gaston Liande LP Eyenga

onception Graphique

Charly Banzuzi +243 89 72 30 562

Dominique Lumumba

+243 81 50 11 886, +243 99 74 40 728

Freddy Tshijika Jean L. Mwamba

Distribution

Bertin Sefu

Dieudonné Kanyinda

Boîte à clichés

La RDC, toute une série de bavures

a RDC va mal et très mal. Les Evêques catholiques et les populations meurtries systématiquement n'auront donc pas tort de l'indiquer tout haut. Car, depuis un bail, il ne se passe plus un jour sans qu'on signale des faits perpétrés par « des hommes armés non autrement identifiés ». Le cas de la chaîne de radiotélévision catholique de Kananga, il y a trois jours, est une autre bavure. Cette fois, c'est une œuvre signée par la police nationale sur instruction : des matos sauvagement saccagés et autres emportés.

Pendant ce temps, de violents combats ont opposé Pygmées Twa et Bantous Lubas le vendredi 4 août dernier dans le groupement de Lambo Kilela, dans la province du Tanganyika. La société civile fait état d'un bilan non confirmé d'un peu plus de 50 victimes. Au moins une trentaine de blessés dont certains graves ont été soignés après ces combats, selon une source médicale. Le gouvernement provincial a envoyé une délégation dans cette zone jusqu'ici épargnée par ces violences intercommunautaires qui gangrènent la province depuis août 2016, pour faire une évaluation.

« Les Pygmées ont quitté le village Kabulo qui est à 40 kilomètres de Kalemie et se sont dirigés vers Lambo Kilela. Et tout le long de leur passage dans certains villages, ils ont pris les leurs, donc des groupes de pygmées qui étaient dans plusieurs villages tout au long de la route et ils se sont rendus à la Lambo Kilela. Là ils ont attaqué le village. Et même le chef a été attaqué attaqué le village. Et même le chef a été attaqué a été atteint par deux flèches. Et ensuite, c'était le carnage », explique au micro de RFI Modeste Kabazi, porte-parole de la société civile du Tanganyika. Les raisons de l'attaque restent pour le moment inconnues. Les tensions entre les deux communautés sont en fait antérieures à l'indépendance de la RDC (1960). Il sied de noter ici que depuis décembre 2013, le nord du Katanga est et héâtre de nombreux accrochages meurtriers entre des Bantous Luba et Pygmées Twa.

entre des Bantous Luba et Pygmées Twa.
Par ailleurs, l'ONU signale que la milice Bana
Mura s'affiche plus féroce que les Kamuina Nsapu
dans le Kasaï. Dans un rapport publié vendredi 4
août à Genève, le Haut-commissariat aux droits
de l'Homme pointe la milice Bana Mura comme
étant responsable d'une série d'attaques, ayant
entraîné la mort d'au moins 150 personnes au
Kasaï. Le document fait également état de 251
exécutions sommaires. Kinshasa dément.

« Il n'existe pas de milice Bana Mura au Kasaï. C'est faux et archi-faux ! », jure Emmanuel Ramazani Shadary. Joint au téléphone par Jeune Afrique, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité rejette en bloc les conclusions du rapport de 20 pages, annexes comprises, rendu publiques le vendredi 4 août par le bureau du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme. « Ce sont des accusations infondées de ceux qui veulent nuire au régime en place à Kinshasa », soutient-il. De quoi s'agit-il ?

quoi s'agit-il ?

Du 13 au 23 juin, une équipe onusienne a été dépêchée en Angola où elle a pu recueillir les témoignages des réfugiés congolais. Ces derniers ont fui les exactions en cours dans les provinces du Grand Kasaï. À l'issue des entretiens, les experts de l'ONU sur le terrain ont pu « confirmer des violations et abus des droits de l'Homme contre 282 victimes, dont 113 femmes et 68 enfants », perpétrées entre le 12 mars et le 19 juin 2017.

Ce décompte macabre comprend « l'exécution sommaire ou extrajudiciaire de 251 personnes, des mutilations et autres blessures à l'encontre de 17 personnes, 9 enlèvements, 4 viols et 1 cas d'arrestation arbitraire », détaille le rapport.

Selon le Haut-commissariat des droits de l'Homme, dans la période considérée, c'est la milice Bana Mura qui détient la palme de férocité dans le Kasaï. Elle aurait tué plus de victimes (150 au total) que les miliciens Kamuina Nsapu et les forces armées réunies.

Le rapport explique que « c'est au cours des premiers mois de l'année 2017 » que la milice Bana Mura s'est créée. Une dénomination qui peut prêter à confusion dans le reste du pays. Dans l'imaginaire collectif en RDC, en effet, « Bana Mura » fait référence aux éléments de la Garde républicaine.

« On ne sait pas encore si, à Genève, le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme met toutes les milices actives au Kasaï sous la bannière Bana Mura », s'interroge un chercheur qui suit de près les questions sécuritaires en RDC. « Est-ce que ce sont ces miliciens qui s'auto-identifient comme tels ou est-ce la population locale qui les identifie ainsi ? Ce n'est pas encore très clair », questionne encore l'expert.

Toujours est-il que, selon l'ONU, cette milice serait composée de membres des groupes ethniques tchokwe, pende et tetela. Sous la houlette des chefs traditionnels et des forces de sécurité locales, elle « a mené des attaques de villages apparemment bien planifiées, soit pour lutter contre les Kamuina Nsapu, soit pour tuer les Luba et Lulua » considérés comme complices des miliciens anti-gouvernementaux, poursuit l'instance dans son rapport. De quoi donner une connotation ethnique à la crise sécuritaire en cours dans le Kasaï

On apprend également dans le document publié vendredi que les attaques de cette milice taxée de pro-gouvernementale ont ciblé les villages de Cing, Kanpotopoto, Kasandje, Mwakaanga et Tshitundu, dans le territoire de Kamonia. Des assauts qui auraient été encadrés, selon des témoins interrogés par l'équipe onusienne.

Alors qu'on observe toutes ces bavures, les analyses font état d'une incroyable résilience des Congolais. En effet, voilà maintenant neuf mois que, dans les quartiers populaires de Kinshasa, capitale d'un pays au sous-sol immensément riche, la survie devient plus dure chaque jour, à mesure que chute le franc congolais. Neuf mois au cours desquels les incertitudes sur l'alternance au pouvoir n'ont pas été dissipées. Mais, comme l'horizon, le scrutin qui doit marquer le départ du régime en place s'éloigne à mesure que les jours passent. Le pouvoir ne l'a pas organisé à la date initialement prévue (décembre 2016). Et l'a donc repoussé d'un an, d'un commun accord avec l'opposition. Sauf que la date de décembre 2017 apparaît désormais impossible à tenir. Et bien malin qui peut dire, aujourd'hui, quand aura finalement lieu ce scrutin, ou même si le président a réellement l'intention de quitter son fauteuil.

Le cocktail de ces deux crises, économique et politique, est bien sûr explosif. Mais le « grand soir » promis par l'opposition pour renverser la table est, lui aussi, constamment reporté. À vrai dire, celle-ci peine à mobiliser les Congolais contre le pouvoir. Lequel fait, bien sûr, tout pour l'en empêcher. Il bloque l'opposant Moïse Katumbi, candidat déclaré, de l'arrêter s'il ose rentrer de son long exil. Il recrute dans l'entourage de Félix Tshisekedi, qui peine à sauvegarder l'unité de son parti depuis le décès de son père, l'illustre opposant, Etienne, le 1er février dernier. Et c'est toute la classe politique congolaise qui risque de s'en trouver discréditée.

Hors de la capitale, la contestation est parfois plus directe: la région centrale du Grand Kasaï, la province du Kongo-Central, et, encore et toujours, l'est du pays, ont vu prospérer ces derniers mois des rébellions.

Le scrutin qui doit marquer le départ du régime en place s'éloigne à mesure que les jours passent.

Si légitimes soient les critiques contre la méthode, ces mouvements, souvent illuminés et tribalistes, sont souvent plus effrayants encore que les forces de l'ordre. Les Congolais, qui n'ont guère connu de paix ces deux dernières décennies, n'ont à l'évidence pas envie de voir leur pays sombrer dans une nouvelle guerre civile. Alors ils patientent avec une incroyable résilience, montant avec des bouts de ficelle des projets pleins d'ambition.

C'est peut-être trop peu pour permettre à ce pays de se redresser et d'atteindre enfin son potentiel, sans équivalent sur le continent. C'est cependant assez pour survivre, en attendant des jours meilleurs. Boendy BL

Chronique

Neymar à Paris, c'est officiel!

n me débarrassant de ma couette ce matin, j'allume mon transistor, comme d'habitude, et je tombe sur Radio Top qui rediffusait l'info du samedi dernier sur le Premier ministre qui est allé se faire identifier et enrôler à Lemba, où il a eu à indiquer qu'il est déterminé à organiser les meilleures élections de l'histoire du pays. «Cet enrôlement signifie que le cap est désormais mis sur les élections. Dans une démocratie républicaine comme la nôtre, c'est le peuple qui est le souverain primaire», a souligné Bruno Tshibala, qui s'est fait accompagner par une foule au centre d'inscription, à partir de la 16ème rue limité sous l'encadrement de la police nationale. Certainement pour faire le buzz. Il appelle tous les Congolais, ainsi que les politiciens à ne plus compter sur les conciliabules, les dialogues ou toute autre forme des discussions politiques. Rideau!

Je change vite de chaine, en me disant que cet homme ignore superbement que, face à la situation socio-économique qui se gâte davantage, les Congolais se vaccinent contre les microbes idéologiques qui rongent la société politique.

idéologiques qui rongent la société politique.

Et parce que je n'ai rien trouvé d'intéressant, je me dis que je dois chroniquer football. Juste pour oublier un instant la politicaillerie qui domine souverainement la RDC, et qui ne cesse de fâcher plus d'un Congolais. Ainsi je me suis rappelé Neymar, ce joueur brésilien qui fait l'actualité dans le monde du football. D'aucuns savent qu'après d'ultimes soubresauts, ce joueur international a rompu son contrat avec Barcelone et signé avec le Paris-Saint-Germain pour cinq ans.

Comme toute star, Neymar sait se faire désirer. Mercredi dernier, on apprenait que le prodige brésilien quittait le FC Barcelone et s'apprêtait à prendre un vol pour Paris. Mais jeudi, aucun avion transportant le Brésilien n'a pointé le bout de ses ailes à l'aéroport du Burget. Et les fans du PSG devront patienter encore un peu, puisque ce n'est que le vendredi que Neymar donnera une conférence de presse sur Parc des Princes, à 13 heures avant d'être présenté au public à partir de 15 heures samedi.

Si le transfert du siècle, qui s'élève à 222 millions d'euros minimum, aura bien lieu, cela n'aura pas été sans soubresauts. Jeudi matin, lorsque les représentants légaux du joueur se sont présentés à la Ligue espagnole pour régler le montant de la clause, ils ont été tout bonnement renvoyés. Un rebondissement, pas une surprise, puisque Javier Tebas, le président de la Liga, avait déjà affirmé à plusieurs reprises qu'ils s'opposaient à ce transfert qu'il juge contraire au fair-play financier (le règlement de l'UEFA qui interdit à un club de dépenser plus qu'il ne gagne, pour lutter contre le dopage financier et les victoires à crédit).

Jeudi après-midi, la Ligue de football professionnel a fait part de son étonnement face à la réaction de la ligue espagnol, et lui demandé, via un communiqué, de s'en tenir au règlement de la FIFA et à ses attributions. Pas de quoi inquiéter les fans du PSG, la Liga n'ayant pas les moyens de s'opposer au transfert. Mais quand même. Finalement, les avocats de Neymar se sont présentés jeudi après-midi au siège du FC Barcelone, où on n'a pas caché sur leur chèque de 222 millions d'euros.

Communiqué du Barca dans la foulée : « Cet après-midi, les représentants légaux de Neymar Jr. Se sont rendus aux bureaux du club et ont réalisé le paiement des 222 millions d'euros représentant l'indemnisation de rupture unilatéral et sans raison du contrat unissant les deux parties ». Comprendre, ce n'est pas le PSG qui q signé le chèque, mais le joueur lui-même. On imagine qu'il aura aucun mal à se faire rembourser par son nouveau club. Car, le PSG est officiellement le nouvel employeur du Brésilien, qui s'est officiellement engagé pour cinq ans, a-t-on appris en début de soirée.

L'attitude de la Liga est très révélatrice de l'état d'esprit qui règne en Espagne, depuis l'annonce du transfert. On ne regrettera pas Neymar, mais on fera tout pour retarder l'opération. Jadis chouchou des médias espagnols, Neymar est aujourd'hui honni. En témoignent les unes de presse nationale, jeudi, très critiques à l'égard du joueur. Le quotidien madrilène AS titrait « paie et va-t-en ! », tandis que le journal pro-Barca Sport affichait un acerbe « A jamais ! » El Pais, journal le plus lu du pays, ne montrait pas plus compréhensif, estimant que « Neymar s'en va comme il est venu, d'embrouille en embrouille, et le poches pleines ».

Tout ce ramdam ne semble pourtant pas affecter le gouvernement français. Emmanuel Macron a affirmé que le transfert de

Tout ce ramdam ne semble pourtant pas affecter le gouvernement français. Emmanuel Macron a affirmé que le transfert de Neymar était une « bonne nouvelle », signe de l'attractivité de la France. Un avis partagé par Gérald Dermanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, qui a déclaré se réjouir « des impôts qu'il va pouvoir payer en France ».

Si l'on en croit les calculs du Figaro, sur cinq ans, le joueur pourrait rapporter 300 millions d'euros à l'Etat français. Rideau.

Boendy BL

La démocratie à reculons

La résidence de Gabriel Kyungu encerclée!

a dérive totalitaire prend de l'ampleur dans ce pays. Le maigre espoir suscité par la Constitution en cours s'effondre sur l'autel du retour à la dictature dont on chargeait, il y a peu, le seul régime de feu le Maréchal Mobutu. Plus de liberté d'expression, d'opinion, de mouvement...pourtant garantie par la Loi fondamentale adoptée par référendum en 2006. A preuve, le déploiement massif des agents de la police autour de la résidence de Gabriel Kyungu wa Kumwanza, président de l'Unafec et coordonnateur provincial de la plateforme politique Rassemblement. Pour tout péché, le « Baba » du Katanga a réuni ses partisans et amis politiques pour étudier les moyens de faire observer le mot

d'ordre de « ville morte » décrété par les partis politiques de l'opposition pour les journées des 8 et 9 août 2017.

Georges Kapiamba, activiste des droits de l'homme, et président de l'ACAJ, dit avoir saisi le ministre de l'Intérieur à ce sujet afin de revenir aux bons sentiments pour laisser l'opposant charismatique et ses visiteurs jouir pleinement de leur liberté de mouvement. « Nous condamnons fermement l'encerclement de la résidence du député Gabriel Kyungu wa Kumwanza, Président de l'UNAFEC et Coordonnateur provincial du Rassemblement à Lubumbashi, par des éléments de la police et des FARDC depuis 14 heures. Une cinquantaine de membres du Rassemblement et visiteurs de sa famille et ses voisins sont aussi bloqués. Ils ne peuvent pas sortir de leurs résidences ainsi que leurs visiteurs, ni en recevoir », a-t-il décrit.



Après avoir tiré la sonnette d'alarme sur la précarité de la situation des victimes de cette « mise en résidence surveillée », Me Georges Kapiamba déplore : « Nous avons saisi le ministre de l'Intérieur et demandé son intervention urgente pour faire évacuer les forces de l'ordre mais sans succès ». Aussi a-t-il déclaré : « Nous condamnons fermement cette situation inacceptable et exigeons l'évacuation immédiate de tous les éléments de la police et de l'armée du domicile du Coordonnateur provincial du Katanga ». Dans un communiqué y relatif, l'activiste des droits de l'homme fait remarquer que le ministre de l'Intérieur ne peut pas restreindre la liberté de mouvement, de réunion en lieu fermé et de la jouissance d'une

propriété privée sans décision judiciaire.

Kyungu bénéficie d'un traitement solennel du fait de son poids politique dans la rue, les transports en commun...combien de Kinois sont soumis à des brimades, « arrestations aux allures d'enlèvements»...par des « agents de sécurité » dont on a mal à vérifier l'identité ? Il suffit de déplorer l'effritement de la valeur de la monnaie nationale, la spirale des prix de biens de consommation courante, les difficultés d'approvisionnement en eau et en électricité pour se voir soustrait de la masse par ces agents armés de pistolet pour un traitement que seule la victime découvrira.

A l'allure où se réalise le musellement, il ne reste plus au régime que de contrôler les conversations dans nos salons et chambres. Qui a qualifié

Sécurité des juges

Thambwe Mwamba sollicite le port d'armes par les magistrats



'agression dont a fait l'objet le juge Jacques Mbuyi le 18 juillet à Lubumbashi a-t-elle provoqué un choc dans le chef des autorités ? Dans une lettre datée du 3 août 2017 adressée au vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur et de la sécurité nationale Emmanuel Shadary, dont CAS-INFO s'est procurée une copie, le Garde des sceaux, Alexis Thambwe Mwamba sollicite qu'il soit accordé aux magistrats l'autorisation de porter une arme.

- « Un magistrat a été agressé à Lubumbashi dans les conditions non encore élucidées », écrit le ministre de la Justice rappelant au passage le contexte général dans lequel cette attaque est survenue marqué par une série d'attaques des maisons carcérales, des commissariats de police et des offices du Ministère public, peut-on lire dans cette lettre.
- « Dans le but de préserver les Magistrats ainsi que les lieux dans lesquels ils travaillent, je vous demanderais d'autoriser aux Magistrats qui le désirent de porter une arme de petit calibre conformément à l'article 19 du statut », plaide-t-il en demandant par ailleurs le renforcement des mesures de sécurité autour des tribunaux. **CAS-INFO**

La Monusco remet le rebelle Sheka aux autorités



a Mission d'observations des Nations-Unies en République démocratique du Congo (Monusco) a remis, le vendredi 4 août, le rebelle Ntabo Ntaberi dit «Sheka», aux autorités congolaises, selon un communiqué de la mission onusienne.

Accompagné de deux autres combattants qui se sont rendus le 26 juillet dernier aux Casques bleus onusiens, Sheka est incarcéré dans un lieu où les services de la Monusco pourront avoir facilement accès. Il est ici question de s'assurer que sa détention respecte les normes internationales requises relatives au droit de l'homme.

Pour Maman Sidikou, la reddition du rebelle Sheka est un signe positif. Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC souhaite qu'il y ait un procès juste et équitable, un signe éloquent dans la lutte contre l'impunité, et une «victoire pour les victimes des exactions des groupes armés». Car elles ont droit à la justice.

La République, une somme d'infos brutes et améliorées pour le meilleur de tous et contre le pire de personne.

Réforme foncière en Rdc

Adoption du Programme d'Appui à la Réforme Foncière

es experts du secteur foncier de la société civile, les représentants des pouvoirs publics, les autorités coutumières et les partenaires au développement ont adopté le Programme d'appui à la réforme foncière en République démocratique du Congo (RDC), lors de l'atelier de réflexion organisé dernièrement à Kinshasa, avec l'appui d'UN-Habitat et Global Land Tool Network.

Les participants ont formulé des recommandations en vue de l'application de ce programme. Ils ont demandé à la Commission Nationale de la Réforme Foncière (CONAREF) de mettre en œuvre ce programme, en veillant sur la participation et l'inclusivité de toutes les parties prenantes, ainsi que la prise en compte et la capitalisation des expériences locales ; à l'ONU- Habitat d'avoir la responsabilité de la bonne gestion fiduciaire, ainsi que l'appui technique pour l'atteinte des résultats du programme dans le délai et la mobilisation des partenaires.

L'articulation entre les autres acteurs notamment les administrations des territoires, l'agriculture, l'environnement ; la prise en compte des jeunes et des femmes de manière systématique et la responsabilisation des provinces et des structures techniques figurent aussi parmi les recommandations formulées par les participants.

Au lancement de cet atelier, le ministre des Affaires Foncières, Me Lumeya Dhu Malegi, avait, dans son discours, salué et prôné l'engagement du gouvernement de mener à bout les réformes initiées par la République. Tout en remerciant l'ONU Habitat pour son appui à la CONAREF, le ministre des Affaires foncières a affirmé sa volonté de suivre la mise en œuvre de ce programme.

De son côté, le coordonnateur national de la réforme foncière, Dieudonné Ngwasi, a remercié l'implication du ministre dans la bonne marche du processus de réforme foncière et loué l'implication de l'ONU Habitat et Global Land Tool Network, en rappelant l'importance de la réforme foncière dans le pays.

Pour sa part, le représentant de l'ONU Habitat, Oumar Sylla, a salué la volonté politique des autorités congolaises dans la promotion d'une gouvernance foncière, rappelant les exigences d'une bonne réforme foncière que sont l'inclusivité, la capitalisation des expériences existantes, l'engagement politique ainsi que de l'importance de penser la question foncière dans une vision globale. Il a affirmé le ferme engagement de l'ONU Habitat dans l'accompagnement de la RDC dans les démarches de sécurisation foncière.

Quant au secrétaire exécutif du FONAREDD, Félicien Mulenda, il a insisté sur le caractère participatif de la réforme foncière, notamment l'importance d'impliquer les communautés locales et les peuples autochtones. Les participants à cet atelier avaient suivi des exposés incitatifs relatifs à l'Etat des lieux de la réforme foncière hier et aujourd'hui, à la restitution de l'atelier de consultation de la société civile et CONAREF, à la présentation du programme d'élaboration du document de politique foncière.

Il s'en était suivi des échanges qui ont porté sur l'identification des rôles, des responsabilités des parties prenantes au programme, l'identification des risques, des mesures d'atténuation dans la mise en œuvre du programme et enfin les échanges sur les grandes articulations du programme et la revue du plan opérationnel de mise en œuvre.

Il sied de noter que près de 127 participants provenant essentiellement des instances provinciales et nationales dont les ministères nationaux et provinciaux, les membres de l'administration publique, la société civile nationale, les acteurs du secteur privé, les partenaires techniques et financiers avaient pris part à ces assises dont l'objectif consistait à partager le contenu du programme d'élaboration du document de politique foncière nationale de la RDC et de les mobiliser pour une implication totalement dans sa mise en œuvre.

Les entreprises publiques sèchent la FIKIN

es responsables de la Foire Internationale de Kinshasa (FIKIN) déplorent l'absence des entreprises publiques aux manifestations foraines qu'ils organisent présentement à Kinshasa. Dans un échange samedi avec l'ACP, ils ont estimé que ces entreprises doivent participer à ces manifestations pour contribuer positivement au fonctionnement, assurer leur promotion en faisant aussi le marketing de leurs affaires.

Ils soutiennent que ces entreprises de l'Etat qui devraient aider la FIKIN dans la marche, normale



des activités foraines ont plutôt débrayés pourtant leur participation demeure indispensable pour aider la FIKIN à se redresser en retrouvant ses lettres de noblesse des années 1980 et 1987.

Pour les responsables de la FIKIN, les autorités administratives et politiques devront aussi interdire le fonctionnement des kermesses dans les communes de la ville pendant la foire internationale de Kinshasa pour drainer du monde dans ses installations.

La direction générale de la FIKIN n'a reçu jusqu'à présent que trois sociétés paraétatiques sur un total d'environ 65 sociétés qui disposent des parts de l'Etat en République démocratiques du Congo. Il s'agit de la SONAS, l'OCC et de la DGDA.

La Foire Internationale de Kinshasa enregistre timidement les visiteurs, suite à la conjoncture économique difficile que connait le pays malgré les efforts de marketing que ne cesse d'entreprendre la direction générale de cette entreprise du Portefeuille de l'Etat.

Malgré l'occupation des stands par des particuliers que de grandes entreprises privées ou publiques, la direction générale de la FIKIN, qui se dit optimiste, espère que les retardataires pourront se rattraper avec le temps.

ACP/LR

L'ASSENAPO réclame les droits de ses membres à la CTB

'Association des entrepreneurs nationaux de la Province de la Tshopo (Assenapo) demande à la Coopération Technique Belge (CTB) de rétablir dans leurs droits les onze entreprises qui exécutaient les travaux de réhabilitation des routes agricoles du bassin de Banalia dans la Tshopo.

Selon cette association, la CTB a annulé de manière unilatérale et brusque le contrat qui la liait à ces entreprises quatre mois après que ces dernières aient entamé les travaux.

Le président de cette organisation, Michel Ndjadi Ngongo, a expliqué que : « Dès qu'ils ont été notifiés du contrat, les entrepreneurs sont allés contacter les fournisseurs qui ont donné le matériel. Et, quand vous avez le matériel, il faut prendre le personnel, il y en a même ceux qui sont presque à la fin. Et le lendemain, la CTB annule le marché. Comment ils vont payer tous ces gens », s'est-il interrogé.

Le coordonnateur de la CTB dans la Tshopo, Marcustra, parlant de la suspension du contrat, précise que la suspension du programme de financement de ces projets est due au non-respect par le gouvernement congolais de ses engagements dans le cadre de ce projet.

Il a expliqué que la partie congolaise qui devrait assurer l'entretien des routes réhabilitées dans le cadre de ce programme, n'a jamais honoré ses engagements depuis le lancement de ce projet en 2012. C'est ce qui a amené la CTB à annuler le contrat.

D'après lui, la CTB fait conditionner la reprise de ce programme à la mise en place, par le gouvernement congolais, d'un système pérenne de financement d'entretien des routes dans la Tshopo.

Il a fait observer que depuis le mois de mars, la CTB finance à hauteur de 300.000 \$ les travaux de réhabilitation de 300 Km des routes de desserte agricole du bassin de Banalia dans la Tshopo. Ce projet, a-il-dit, s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme que la Belgique a lancé depuis 2002 pour réhabiliter 14.000 Km des routes agricoles dans la région.

M. Marcustra a fait savoir que la Belgique a déjà débloqué 135 millions de dollars américains dans le cadre de ce programme. Alexis

Lisez et faites lire

La République

Tentative de tripatouiller la Constitution

Le G7 met en garde!

u moment où l'univers politique et socio-économique grouille, les forces politiques et sociales soutenant la can-didature de Moïse Katumbi à la prochaine présidentielle ont consacré 48 heures à une réflexion profonde sur la situation du pays. En raccourci, le G7, l'AR et la société civile et des personna-lités ont relevé le recul du pays sur la voie de la démocratisation amorcée il y a plusieurs années. Avec, en toile de fond, la volonté du président Kabila à se maintenir au pouvoir au-delà de son mandat constitutionnel.

La hargne à garder la bride du pays nourrit un désastre politico-social qui se traduit par la mise en prison des opposants, des condamnations fantaisistes de certains autres et le harcèlement d'autres encore. Aussi, les personnalités autour du leader Moïse Katumbi en appellent-elles à l'élargissement notamment de Jean-Claude Muyambo, Franck Diongo, Eugène Diomi, en l'abandon de

harcèlement contre Gabriel Kyungu, mais aussi à la fin de poursuites judiciaires fantaisistes contre le candidat déclaré Moïse Katumbi Chapwe.

Mettant sur le dos du pouvoir l'essaimage de l'insécurité sur l'ensemble du territoire national, le G7, l'AR et alliés dénoncent une stratégie visant l'instauration d'Etat d'urgence aux de dévoyer les élections attendues fiévreusement par l'ensemble de la population congolaise. Le plan de la majorité au pouvoir prévoit également le recours au référendum et à la modification de la Loi fondamentale pour permettre au président actuel de se remettre sur la sellette.

Sur ce chapitre, le G7 prévient les députés et sénateurs qui se hasarderaient sur cette voie, de la sanction que leur réserverait le souverain primaire. Ci-dessous, l'intégralité du communiqué final de ces assises tenues dans la capitale belge.





DECLARATION POLITIQUE CONJOINTE DES FORCES POLITIQUES ET SOCIALES SOUTENANT LA CANDIDATURE DE MOISE KATUMBI

- Les plateformes politiques G7 et AR ainsi que les représentants de la société civile qui soutiennent la candidature à l'élection présidentielle de MOISE KATUMBI CHAPWE, se sont réunis sous son leadership du 03 au 05 août 2017, en vue d'évaluer la situation politique, sécuritaire, économique et sociale en République Démocratique du Congo, d'ajuster leur stratégie pour la réussite de leur combat politique en vue de l'alternance démocratique et d'actualiser le programme commun de redressement du pays.
- A ce sujet, les participants ont dressé un bilan extrêmement négatif de la situation générale du pays à tous les niveaux.
- 3. Sur le plan politique, M. Joseph KABILA, devenu illégitime depuis l'expiration de son second et dernier mandat, est résolu à se maintenir au pouvoir par la violence et le chaos. Ainsi, il poursuit son œuvre de destruction de la République et de dislocation de la Nation congolaise par la violation massive et systématique des droits de l'Homme, les restrictions abusives des libertés publiques, confiscation de l'espace politique, la répression sanglante des opposants et des mouvements citoyens, l'instrumentalisation des institutions et particulièrement de la Justice.
- 4. Dans ce contexte, les participants ont condamné fermement les assassinats ciblés de plusieurs de leurs cadres et sympathisants dont Etienne MWAMI, Henri SHAMAMBA, DELEMA KAMWENDIYA et Frederick BIFUKO MAISHA. Ils ont également dénoncé les arrestations arbitraires ainsi que le maintien en détention des prisonniers politiques dont Jean-Claude MUYAMBO, Franck DIONGO, Huit MULONGO, SAA SITA et des centaines de militants innocents dont la dernière vague enregistrée le 31 juillet dernier. Ils exigent la libération immédiate et sans condition non seulement des personnes précitées mais également de tous les Congolais arbitrairement détenus dans les geôles du pouvoir.
- De même, les participants ont stigmatisé le harcèlement dont est victime l'honorable Gabriel KYUNGU WA KUMWANZA qui est pratiquement séquestré dans sa résidence depuis plusieurs mois et interdit injustement de tout mouvement en dehors de la ville de Lubumbashi.
- Par ailleurs, les participants somment Joseph KABILA et ses partisans de mettre fin à la mascarade judiciaire, motivée par des raisons bassement politiques, contre Moïse KATUMBI dans le seul but de l'empêcher de participer à l'élection présidentielle, comme l'a démontré le rapport de la Commission d'enquête de la CENCO sur la décrispation politique. Ils exigent le retour au pays, en homme libre, de Moise KATUMBI CHAPWE, ainsi que l'a demandé, du reste, le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies.
- En outre, les participants ont relevé que dans son souci de se maintenir au pouvoir en violation de la Constitution et des lois de la République, Joseph KABILA s'emploie à défier le peuple congolais en voulant changer la Constitution et le mode électoral.
- 8. Sur le plan économique et social, les participants ont déploré l'hypothèque que fait peser le blocage politique sur la situation économique, la faillite du pouvoir, englué dans l'affairisme, la gabegie financière, la corruption, le clientélisme et la privatisation de l'Etat, sans aucun sens de l'intérêt général pour des populations auxquelles le régime de Joseph KABILA est incapable de garantir un minimum vital.
- 9. Ainsi, déjà appauvris, les Congolais sont victimes du pillage des ressources nationales à une échelle jamais connue. L'enrichissement scandaleux de la famille présidentielle, tel que l'attestent les récentes enquêtes des experts du Groupe d'Etudes sur le Congo et de BLOOMBERG, contraste gravement avec la misère noire dans laquelle vit l'immense majorité des Congolais.
- 10. La prédation a été érigée en mode de gouvernance, comme le prouvent les comptes bancaires personnels bien garnis de certains dirigeants congolais, fruit du détournement massif de l'argent du Trésor public. Alors que la vie est devenue un enfer pour l'écrasante majorité des Congolais, confrontés à la hausse vertigineuse des prix des biens de première nécessité consécutive à la dépréciation incontrôlée de la monnaie nationale, la famille KABILA et une poignée de privilégiés du régime vivent dans une opulence insolente.

- 11. Désormais, privés de plus de la moitié de leurs maigres salaires, les fonctionnaires et agents de l'Etat sont dans une situation de précarité insupportable. Les participants s'associent à leur lutte et exigent le réajustement de leurs rémunérations.
- 12. Au chapitre sécuritaire, le scénario du chaos en cours d'exécution a été savamment préparé et planifié. Ainsi, le pouvoir organise et entretient des zones d'insécurité avec comme conséquences le massacre de milliers d'innocents dans les Kasaï jetés dans plus de 80 fosses communes, les tueries récurrentes dans l'Est du pays, le déplacement de millions de personnes et l'exil de nombreux Congolais (50.000), exposant ainsi à une malnutrition sévère plus de 800.000 enfants. L'instrumentalisation des identités tribales par le pouvoir pour opposer les communautés à des fins d'épuration ethnique est aujourd'hui établie.
- 13. L'insécurité urbaine est en forte recrudescence avec la complicité du pouvoir qui accueille en triomphe des criminels de guerre et organise les évasions spectaculaires de prisonniers par milliers notamment à Kinshasa capitale de la République. Attaques à mains armées, hold-up, agressions et enlèvements sont devenus le lot quotidien des Congolais.
- 14. Ce tableau du désordre politique, sécuritaire, économique et social délibérément créé plante le décor de l'Etat d'urgence qui n'a pour but que d'empêcher la tenue des élections, mettant ainsi en péril la paix civile et la démocratie chèrement conquises.
- 15. Au regard de cette situation, les participants, à la suite du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, en appellent à la mobilisation générale afin de faire barrage aux tentatives de révision de la Constitution, de tenue d'un référendum et de changement des modes de scrutin.
- 16. Les participants invitent la population congolaise à la plus extrême vigilance. Ils adressent une mise en garde aux députés et sénateurs congolais qui seraient tentés de se compromettre dans la manipulation des lois pour pérenniser la dictature. Une telle trahison de leur part serait immanquablement sanctionnée par le peuple.
- 17. Plus que jamais, les participants, en parfaite harmonie avec le Rassemblement, la CENCO et les mouvements citoyens, insistent sur l'implication de tous et de chacun pour l'application intégrale de l'accord de la Saint-Sylvestre ainsi que pour la publication immédiate du calendrier électoral en vue de la tenue des élections au plus tard le 31 décembre 2017.
- 18. Les participants rappellent à la CENI son obligation légale de publier le calendrier électoral. Ne l'ayant pas fait dans les délais, elle porte une très lourde responsabilité dans les tensions actuelles. Les participants invitent donc la CENI à cesser d'être complice du régime et à publier sans tarder le calendrier électoral.
- 19. Les participants demandent au peuple congolais de s'engager massivement dans les actions prévues par la feuille de route du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement en vue de contraindre Joseph Kabila à respecter la Constitution et à débloquer le processus électoral conformément à l'Accord de la Saint Sylvestre et à la résolution 2348 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- 20. Autour de leur candidat, l'AR, le G7 ainsi que les associations et personnalités proches de Moïse Katumbi réaffirment leur détermination sans faille à mener aux côtés du peuple congolais le combat pour l'avènement de l'alternance démocratique en République Démocratique du Congo.

Le Congo n'est pas la propriété d'un seul homme.

Il est la patrie et le bien commun de plus de 80 millions de Congolais.

« Debout Congolais! »

Ne laissons personne nous confisquer notre pays, notre avenir et celui de nos enfants.

Fait à Bruxelles, le 05 août 2017

Les Participants

Pour le G7

r Kamitatu Etsu

Pour l'Alternance pour la République

la Société Civile

Delly Sesanga Hipungu

Henri Nkongolo

Pour les Plates-formes de

L'expérience rwandaise est-elle transposable?

our beaucoup de spécialistes du développement, le Rwanda représente un gage d'espoir : 23 ans après un génocide, Paul Kagame et le Front patriotique rwandais ont démontré qu'il était possible de transformer un pays déchiré, ruiné, en nation émergente. Qu'il n'était pas utopique d'affecter les résultats de la croissance (7%) à l'amélioration de la santé, de l'éducation, des infrastructures, des services. Dans beaucoup de pays africains, entre autres au Congo voisin, d'aucuns rêvent à leur tour d'un leader visionnaire, attaché au développement de son pays et surtout menant une lutte implacable (et sans cesse renouvelée) contre la corruption. Le succès du Rwanda est-il pour autant sans faille et est- il transposable ailleurs? La pérennité du succès économique est elle définitivement acquise dans ce pays ambitieux, certes, mais où les ressources sont comptées et la population (trop nombreuse) encore peu ou mal formée ? Entre voir loin et voir trop grand, la marge demeure étroite. Mais surtout, ayant réussi le pari de faire vivre ensemble tous les Rwandais, les victimes et les bourreaux, les exilés des années 60 et les réfugiés de 1994 qui avaient fui vers les pays voisins, ayant assuré à tous une sécurité appréciée mais payée par un contrôle rigoureux, omniprésent, le Rwanda et son chef, s'ils veulent assurer la pérennité de leurs conquêtes, doivent encore, impérativement, réussir un autre pari : soulever peu à peu le couvercle de la casserole à pression, laisser échapper la vapeur afin d'éviter les risques d'explosion. Bref, démocratiser sans dérive, réussir un vrai pluralisme, donner une chance à l'alternance sans réveiller les démons de la revanche et de la haine, bannis depuis 23 ans. L'avenir seul dira si le succès rwandais est transposable mais il est d'ores et déjà certain que si les Congolais -par exemple- s'inspiraient de la détermination de leur voisin à lutter contre la corruption et à mettre de l'ordre dans leur pays, des ressources autrement plus importantes que celles du Rwanda pourraient assurer un rapide décollage. Quant au pouvoir fort, au leader aussi charismatique et visionnaire qu'il est implacable, est-il vraiment indispensable dans un Congo vaste, multiple, très politisé, habitué à la liberté d'expression et aux joutes contradictoires ? Gageons plutôt que ce qui unit les Congolais (et les manifestations de ces derniers jours le démontrent davantage encore) c'est le désir de voir respectée une Constitution qui après avoir scellé la fin de la guerre en 2002 est toujours le gage du vivre ensemble. Le ciment de ce pays aux 400 ethnies, c'est sa loi fondamentale et seul celui qui s'en prévaudra aura la légitimité et la force d'entreprendre l'indispensable redressement, non seulement de l'économie et de la répartition des richesses, mais aussi cette « révolution morale » qui s'impose et qu'au Rwanda, pour un temps en tous cas, l'austère et inflexible Kagame a réussi à incarner.

Tribunal sur le Congo, restitué à Bukavu

aisant face à la grande salle du collège Alfajiri à Bukavu où plus de 800 personnes se serrent sur les travées. Kwaheri Kahule a redressé sa silhouette cassée. lissé les plis de son pagne. Sa voix ne tremble pas lorsqu'elle explique : « à Cinjira, d'où je viens la situation est pire que lorsque le film a été tourné, voici trois ans. Les petites maisons de banco que la société Banro nous avait données se sont depuis longtemps écroulées, le bétail qui a bu aux sources contaminées est mort depuis longtemps, empoisonné par le mercure...Ma vache est morte et jamais je n'ai été dédommagée...»

A Mushinga, au cœur du Bushi, le « centre des jeunes » refuse du monde. De toutes les collines du Bushi, cette région fertile où jadis de grandes sociétés, Pharmakina, Kinaplant, cultivaient le quinquina, des paysans sont descendus, des femmes courbées, des hommes qui

frappent le sol de leurs longs bâtons de pasteurs. Des jeunes en chemise, qui n'ont pas de travail et dont le sang bouillonne lorsque le pasteur Zirhalirwa apostrophe l'assistance « dans ce pays, les parcs naturels sont mieux protégés que les hommes... Lorsque la société minière Banro s'est installée sur le site de Twangiza, 60 familles ont été déplacées à Chinjira, sur le sommet aride de la montagne. Là, il faut trois semaines pour que les sacs de farine arrivent de Bukavu et nous ne pouvons cultiver. A Twangiza, il y avait 16.000 creuseurs artisanaux, 800 seulement ont retrouvé du travail, les autres ont été chassés... »

A Goma, Poly, un jeune informaticien, nous assure qu'il n'a pas dormi, que les images de Mutarule le hantent, et Georges, qui travaille à la cuisine de l'hôtel Plazza est « très affecté » et se demande s'il ne faudrait pas prendre les armes. Au vu de la fosse commune de Mutarule, où 35 cadavres, enveloppés dans des sacs blancs ont été jetés dans une fosse commune et recouverts de sable, tous le spectateurs du film de Milo Rau « Tribunal sur le Congo » serrent les poings, essuient leurs larmes. A Panzi, fief du Docteur Mukwege, c'est dans l'église des pères xavériens que le film a été projeté devant 3000 personnes dans un silence accablé. Ici aussi, on a voulu en savoir plus sur les creuseurs chassés de la mine de Bisié, près



de Walikale, une mine que les communautés locales avaient découverte mais dont elles ont été chassées au profit de la société Alphamines qui a obtenu un permis d'exploitation à Kinshasa. On a compati avec les spoliés de Chinjira, avec les victimes de Mutarule devant lesquelles l'étudiant Amani Kabaka pleure et crie « ils n'ont rien fait, ils n'ont rien fait »...Alors que le docteur Mukwege dénonce « un peuple qui a perdu son sens de l'honneur et de la dignité », l'assistance dénonce l'impunité, réclame une justice véritable. Et surtout met en cause un Etat qui ne protège personne, qui se rend complice des spoliateurs et des assassins. Les caméras de Milo Rau sont implacables, elles captent les regards moqueurs de l'assistance lorsque les autorités du Sud Kivu, le gouverneur, les ministres des mines et de l'intérieur, invitées aux audiences du tribunal, apportent des réponses où l'ignorance le dispute au ridicule : l'un explique qui si, à Mutarule, la police n'est pas intervenue au moment du massacre, c'est parce qu'elle ne peut circuler la nuit, l'autre justifie son arrivée trois jours après le drame par le fait que les phares de sa voiture étaient en panne...Et tous les mandataires locaux s'avèrent impuissants face aux multinationales qui après avoir négocié leurs permis d'exploitation et d'expropriation à Kinshasa débarquent en terrain conquis sur les terres des communautés locales et profanent même les cimetières... Par Colette Braeckman Kenya

Dernière chance pour Raila Odinga, l'éternel opposant

ouvent défait mais toujours incontournable, l'opposant Raila Odinga, vétéran de la politique kényane à 72 ans, tente sa chance mardi, pour la quatrième et très probablement dernière fois, à

Sa défaite au premier tour en 2013 face à Uhuru Kenyatta devait déjà sonner la fin de sa carrière politique, après deux premiers échecs en 1997

Mais le madré Odinga, qui reste le leader le plus charismatique et le plus populaire de l'opposition kényane, a réussi à convaincre son camp qu'il était cette fois encore le mieux placé pour le faire gagner.

De fait, alors qu'il était très loin dans les sondages encore en début d'année, il est presque revenu à la hauteur de M. Kenyatta après sa désignation en avril pour porter le flambeau de l'opposition. Si bien que le scrutin s'annonce des plus serrés.

Raila Odinga, qui estime que la victoire lui a été volée en 2007 et a contesté celle de M. Kenyatta en 2013, espère que le destin sera cette fois-ci en sa faveur, après avoir mis tout au long de la campagne en garde contre le risque de trucage.

Cette élection voit s'écrire un nouveau chapitre de la longue rivalité politique entre les Odinga et Kenyatta, «une folle compétition dynastique qui rend tout le monde irrationnel», selon Murithi Mutiga, du centre d'analyse International Crisis Group (ICG).

Le père de Raila, Jaramogi Oginga Odinga, occupa brièvement le poste de vice-président. Mais il fut surtout le grand perdant de la lutte post-indépendance pour le pouvoir, au profit du premier chef d'État Jomo Kenyatta, le père d'Uhuru.

- Réformateur ou populiste? -

Ainsi né, l'homme au physique bonhomme et à la diction chuintante, que les Kényans appellent communément «Raila», a dû se faire un prénom.

Mais malgré des décennies d'activité politique, l'ex-Premier ministre d'un

gouvernement d'union nationale entre 2008 et 2013, demeure une énigme pour beaucoup de ses concitoyens.

Certains voient en lui le réformateur social dont le pays a besoin, d'autres un populiste prompt à instrumentaliser les jalousies entre communautés.

En 2007, il crie à la fraude électorale massive lorsque son adversaire Mwai Kibaki, issu de l'élite économique kikuyu, est déclaré vainqueur. Le Kenya plonge alors dans les pires violences politico-ethniques depuis son indépendance du Royaume-Uni en 1963, faisant plus de 1.100 morts et 600.000 déplacés

Il faudra une pression maximale de la communauté internationale pour trouver un compromis et faire d'Odinga le Premier ministre du gouvernement d'union nationale.

Récemment interrogé sur cette période sombre, il a réitéré que la victoire lui avait été volée et qu'il était étranger aux violences meurtrières dont une partie de ses sympathisants se sont pourtant rendus coupables.

Plus que tout observateur de la vie politique kényane, c'est sans aucun doute sa propre communauté Luo, dans l'ouest du Kenya, qui a le mieux décrit Odinga en le surnommant «Agwambo», «le mystérieux», un qualificatif collant parfaitement à cet homme au parcours semé de contradictions.



L'opposant Raila Odinga, vétéran de la politique kényane à 72 ans, tente sa chance mardi, pour la quatrième et très probablement dernière fois, à l'élection présidentielle.

Huit ans de prison

Quand Raila Odinga lit un discours préparé à l'avance, il butte sur les mots, se trompe dans les chiffres. Mettez-le sur un podium sans notes à la main, il multiplie les bons mots en kiswahili, séduit la foule et aligne des arguments qui font mouche.

Ses détracteurs l'ont souvent épinglé comme «socialiste», lui qui a fait ses études d'ingénieur à Leipzig, en Allemagne de l'Est communiste et qui a prénommé Fidel son fils aîné - décédé en 2015 - en hommage au révolutionnaire cubain Fidel Castro.

Lui-même se présente comme un social-démocrate soucieux de rééquilibrer la répartition des richesses dans un pays profondément inégalitaire.

Il est dans les faits à la tête d'un solide patrimoine, fruit de sa carrière politique et d'homme d'affaires, dans le secteur de l'éthanol et du pétrole. Son passage au poste de Premier ministre a par ailleurs confirmé qu'il n'avait aucune aversion pour l'économie de marché.

Dès le début de son engagement en politique au début des années 80, Odinga fait preuve d'une ténacité qui ne l'a depuis jamais quitté: il a payé son opposition au régime de parti unique en vigueur au Kenya jusqu'en 1992 par près de huit ans de détention sans procès, dans les années 80 et jusqu'en 1991

Én 2010, il a été l'un des plus ardents promoteurs d'une nouvelle Constitution adoptée par référendum et largement perçue comme plus progressiste que la précédente.

Marié, père de quatre enfants (Fidel, Rosemary, Raila Junior et Winnie), Odinga a été élevé dans un milieu anglican, s'est détourné de la religion dans sa jeunesse, avant de rejoindre une église évangéliste en 2009

Burkina

L'exécutif lance un plan Marshall de 455 milliards de F CFA pour le Sahel

uite aux attaques terroristes dans le nord du pays, Ouagadougou a décidé de consacrer 455 milliards de francs CFA pour le développement de cette

C'est le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba en personne, qui a lancé jeudi 3 août 2017, le programme d'urgence pour le Sahel burkinabé. Prévu pour les trois prochaines années avec une enveloppe de 455 milliards de FCFA (693 millions d'euros), ce plan sonne comme une réponse aux attaques terroristes répétées dans la région qui ont causé la mort d'au moins 50 personnes en deux ans.

Après le Mali, qui a annoncé une enveloppe de 3,45 milliards d'euros pour le développement du nord du pays en proie aux groupes terroristes depuis 2012, c'est au tour du Burkina d'annoncer sa contre-attaque face à la montée de l'extrémisme et de la pauvreté au Sahel. Le pays a par ailleurs obtenu plus de 12 milliards de dollars de promesses de dons à Paris fin décembre, à l'appui de son programme national de développement 2016-2020.

Améliorer la sécurité des personnes et des biens

Pour l'heure, l'exécutif burkinabè n'a pas expliqué en détails comment les 455 milliards de F CFA allaient être mobilisées. Prévu sur trois ans, on sait néanmoins que le programme d'urgence pour le Sahel (PUS) lancé par le Premier ministre vise à améliorer la sécurité des personnes et des biens. Les fonds seront utilisés pour construire des infrastructures routières, des centres de santé, des écoles ainsi que des ouvrages d'accès à l'eau, souligne le gouvernement burkinabè. Le plan prévoit notamment la réalisation de quatre barrages et 400 forages neufs dans la Jeune Afrique région.

Angola

Inauguration du plus grand barrage

e président angolais José Eduardo dos Santos, qui doit quitter ses fonctions d'ici la fin du mois, a inauguré vendredi à Lauca (ouest) le plus grand barrage hydroélectrique du pays et l'un des plus puissants, à terme, du continent africain.

La première des six turbines du barrage de Lauca construit sur le Kwanza, un fleuve qui se jette dans l'Atlantique, est entrée en service vendredi.

Les six turbines d'une capacité totale de 2.070 mégawatts devraient être opérationnelles d'ici 2018.

Lancée en 2012, la construction du barrage, dont le coût est estimé à 4,3 milliards de dollars, a été confiée à la société brésilienne Odebrecht.

Le barrage doit permettre de réduire les coupures d'électricité en Angola, le principal producteur pétrolier du continent avec le Nigeria, et approvisionner en électricité quelque 8 millions de personnes.

Il s'agit du troisième barrage construit sur le Kwanza, après celui de Cambambe (960 MW) et celui de Capanda (520 MW).

«Nous vous serons à jamais reconnaissants, camarade président ingénieur José Eduardo dos Santos», a déclaré à Lauca le ministre de l'Energie, Joao Baptista

Lors de la cérémonie d'inauguration, le président angolais est apparu en bonne santé mais il n'a pas pris la parole, selon les images retransmises à la télévision publique TPA

Les rumeurs vont bon train sur son état de santé alors qu'il a prévu de passer

la main à l'occasion des législatives d'août, après 38 années au pouvoir.

Joao Lourenco, son dauphin désigné, doit lui succéder si le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) remporte les élections.

La Constitution ne prévoit pas de scrutin présidentiel mais précise que le poste de chef de l'Etat revient au chef du parti qui remporte les législatives.

AFP

Madilu Multi System, le terrible de OK Jazz

é le 28 mai 1950 à Kisantu au Bas-Congo, Jean de Dieu Bialu Makiese dit «Madilu System», «Madilu Multi System», «Grand Ninja» ou «Le Grand Pharaon» débute dans la musique en 1970 comme chanteur au sein de l'orchestre Bamboula de l'auteur, compositeur



et guitariste émérite, Papa Noël Nedule. Plus tard, il monte avec Yosha et Pindu leur groupe, Bakuba Mayopi. En 1975, il décide de voler de ses propres ailes en fondant sa propre formation, Pamba Pamba.

Fort de ses diverses expériences, il rejoint l'Afrisa International de Tabu Ley Rochereau où il restera quelques mois. Il intègre ensuite le TP OK Jazz de Franco, s'illustrant avec ses interprétations en duo avec Franco, de «Non», «Mamou» (qui était son premier succès) ou encore «Mario» (écrit en 1985 par ce dernier)...Il récidive avec son tube «Boma ngai, na boma yo to bomana» et «Dati Pétrole» composé par Simaro Lutumba.

Après le décès de Franco survenu le 12 octobre 1989, Madilu System quitte le TP OK Jazz pour une carrière solo avec son propre groupe, Ok System, basé a Kinshasa. En 1994, il se distingue avec l'album «Sans commentaire» dont le titre phare «Ya Jean», deviendra un énorme hit en

En 2005, il chanta pour le président Omar Bongo.

Grande voix de la musique congolaise, Madilu System décède le samedi 11 août 2007, à 7 heures du matin à la Clinique Universitaire de Kinshasa, à la suite de longues maladies (diabète, hypertension). Il avait 57 ans. Cette année, on célèbre le dixième anniversaire de sa disparition. B.J.D/wikipedia

Cuisine

Omelette aux pommes de terre et gruyère



es pommes de terre sont des aliments des plus nutritifs. Elles sont parfaites avec un bouillon de viande, ou lorsqu'elles sont frites, c'est toujours un plaisir d'en manger. Aujourd'hui nous vous proposons pour le petit déjeuner de vous faire une omelette aux pommes de terre.

Vous allez vous régaler et il faut que je vous dise, que c'est très facile à préparer !

Voici ce que vous devez avoir dans votre panier de course :

Poivre

Persil

Sel

30g de gruyère

2 pommes de terre cuites

3 œufs

Comment préparer cette recette ?

On commence par mélanger les œufs, et mettre un peu d'huile dans une poêle plutôt large.

Ensuite on ajoute les œufs, on coupe les pomme de terres en rondelles, on dépose 2 ou 3 pommes de terre sur les œufs.

Puis, on y ajoute quelques morceaux de gruyère, on met une pincée de sel et le poivre. On rajoute également le persil, on ferme l'omelette et on laisse cuire encore 2 minutes.

Votre omelette est prête vous pouvez la déguster!

B.J.D/voila.cd

J.B Mpiana, le séducteur de la communauté libanaise de la RDC

urprenant. La nouvelle a l'air superficiel, pourtant elle est confirmée par des sources proches de JB Mpiana. Depuis un moment, Papa Chéri a séduit la communauté libanaise établie en RDC qui l'a adoptée et le pouponne.

Selon nos sources, l'artiste a été introduit dans cette communauté par le canal du jeune millionnaire libanais, Aboud Achour, patron de plusieurs entreprises actives en République démocratique du Congo. Parmi ces entreprises, la tour Kin Mall Plazza et le luxueux hôtel Rotana.

L'amitié entre les deux personnes a franchi le palier des réseaux sociaux et des carrés privés. Les clients du restaurant Cafconc, situé en plein centre des affaires de Kin, les ont aperçus, dernièrement avant que Papa Chéri ne se rende à la kermesse du Grand Baobab où il devait prester devant son public habituel et les vacanciers.

Les mêmes sources ont renseigné que le millionnaire libanais souhaiterait organiser une tournée avec JB Mpiana et son Wenge BCBG dans le monde arabe,



en commençant par le Liban.

«Amoureux des soirées privées, Bin Adam et son clan se retrouvent très souvent avec le jet set libanais de la RDC. Ce genre des rencontres ont permis à l'artiste de célébrer avec faste ses 50 ans d'âge à Rotana Hôtel, samedi 3 juin dernier avec Africell comme sponsor», ont-elles révélé. De cette manière, ont-elles poursuivi, JB Mpiana a su arracher en faveur de son messager, Roger Ngandu,

le sponsoring de sa kermesse Le Millenium, organisée à la Poste de la commune de Lemba.

Cette amitié fait de JB Mpiana le premier musicien congolais chouchouté par la communauté libanaise de son pays qui, à ce jour, contrôle une part belle de l'économie congolaise avec un grand investissement dans l'immobilier, l'importexport (commerce général) et l'agrò-alimentaire.

Beni Joel Dinganga

Reddy Amisi hospitalisé en Europe

eddy Amisi Baïlo Canto, président de l'orchestre La Casa do Canto, a prolongé son séjour de trois mois en France pour des soins médicaux appropriés, suite à certains ennuis de santé. indique une source. A en croire cette information, son médecin traitant lui a recommandé d'éviter toute fatigue supplémentaire, notamment l'exécution de plusieurs chansons sur le podium, et à observer une vie saine.

Par négligence, informe-t-on, l'auteur de «Prudence» aurait piqué, à deux reprises, une crise en sa résidence localisée au croisement des avenues Kabinda et Mushie, dans la commune de Lingwala. Pour sa part, le guitariste Sabin a indiqué qu'il se porte de mieux en mieux, et annonce bientôt son retour à Kinshasa par la reprise des concerts notamment au quartier Beau Vent à Lingwala.

Parfait chanteur et auteur compositeur de plusieurs chansons, Reddy Amisi a été découvert par Papa



Wemba grâce à Koffi Olomide, avec pour rôle de relever le groupe Viva La Musica, dépouillé à une certaine époque de plus de la moitié de son effectif, un plan, semble-t-il, orchestré par Kiamuangana Mateta Vévé. Se sentant un peu écarté après le recrutement des éléments de «Nouvelle Ecriture», Reddy a préféré embrasser la carrière solo qui lui a bien réussi.

Véritable Mwana Molokaï, le géniteur de «Likelemba» était pressenti nouveau patron du groupe Viva La Musica à la mort de Papa Wemba. Mais il a préféré, pour de raisons de convenance personnelle, évoluer avec son propre groupe. Un album est en gestation et connaitra la participation de musiciens de son groupe Casa Do Canto.

La République, c'est l'info corps et âme

Pour compléter la liste CAF

LIKONZA et USHINDI qualifiés en C2

ce aux jeunes d'évoluer au plus haut niveau, c'est la bonne initiative du TPM ce week-end. Le club vient d'attribuer ses deux dernières places de la C2 à deux jeunes joueurs : un du centre de formation et l'autre en provenance du CS Don Bosco où il était en prêt. Il s'agit du milieu de terrain Glody LIKONZA (19 ans) et Chico USHINDI wa KUBANZA (21 ans)

Le premier Glody LIKONZA portera le numéro 29, c'est un prometteur milieu de terrain annoncé comme un grand espoir de la KFA. De retour des Jeux de la Francophonie, à Abidjan - où il a été très en vue comme meneur de jeu - Glody est déjà licencié avec le TPM avec qui il a participé



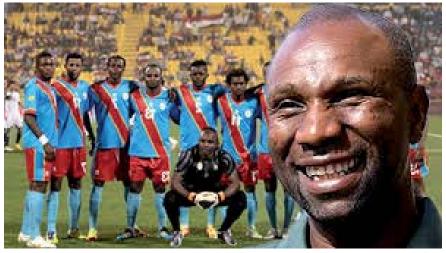
au dernier championnat national.

Quant à Chico USHINDI WA KUBANZA numéro 30, c'est un avant-centre formé à l'Ecole de Football Moïse KATUMBI. Il est connu pour son sens de but.

Les deux jeunes seront qualifiés pour le match face à Al Hilal Obeid.

Tpmazembe.com

Mondial Russie 2018: Florent Ibenge publie 36 présélectionnés



n prévision de la double confrontation face aux Aigles de Carthage de la Tunisie, le coach des Léopards a présélectionné 36 joueurs. Au terme de cette double rencontre, programmée pour début septembre et comptant pour la 3è et 4è journée des éliminatoires du Mondial 2018, la Rdc connaitra sans nul doute son sort.

Ci-après la liste des Léopards retenus dans la liste.

Matampi Ley (TP Mazembe/RDC), Kiassumbua .Joël (FC lugano/ Suisse), Kudimbana Nicaise (Union saint-Gilloise/Belgique), Ikoko Jordan (Guingamp/France), Issama Mpeko Djo (TP Mazembe/RDC), Mbabu Kevin (BSC Young Boys/suisse), Zakuani Gabriel (Gilligham/Angleterre), Tisserand Marcel (FC Ingolstadt/Allemagne), NSakala Fabrice (Alanyaspor/turquie), Ngonda Glody (AS VClub/RDC), Nsimba Vital (Bourg Perronnas/France), Masuaku Arthur (West Ham United/Angleterre), Bangala Litombo Yannick (AS VClub/RDC), Bompunga botuli

Padou (AS VClub/RDC), Mbemba Chancel (Newcastle United/Angleterre), Luyindama Christian (Standard de Liège/Belgique), Maghoma Jacques (Birmingham/Angleterre), Mulumba Rémi (Gazelec Ajaccio/France), Bope Merveille (Standard de liège/Belgique), Ndombele Tanguy (Amiens/France), Moke Wilfried (Konyaspor /Turquie), Kebano Neeskens (Fulham/Anglettere), Mpoku Paul-José (Standard de liège/Belgique), Ngbakoto Yeni (Queen park rangers/Anglettere), Kakuta Gaël (Amiens/France), Nkufo Arnold (Vitoria Setubal/portugal), Kachunga Elias (Huddersfield/Anglettere), Bakambu Cédric (Villareal/ Espagne), Afobe Benik (Bornmouth/Anglettere), Assombalonga Britt (Middlesbrourg/Anglettere), Mubele Firmin (stade rennais/France), Bolingi Mpangi Merikani (Mouscron/Belgique), Bokila Jérémy (Cluj/Roumanie), Kabananga Junior (Astana/kazakhstan), Botaka Jordan (sainttrond/Belgique), Akolo Chadrack (Stuttgart/ Allemagne). B.J.D

La Linafoot a primé les meilleurs de la saison 2016-2017

e salon présidentiel du stade des Martyrs de la pentecôte a servi de cadre le samedi 05 août dernier à la cérémonie de remise des trophées aux meilleurs de la 22e édition de la lique nationale de football.

En présence du ministre des Sports et Loisir M. Papy Nyango et du président de la fédération congolaise de football et association, M. Constant Omari, cette cérémonie qui est à sa première édition, a motivé les lauréats à faire encore plus mieux la saison prochaine.

Prenant tour à tour la parole, M. Jeef Kapondo, le président de la Linafoot a remercié l'assistance de leur présence en cette manifestation et encouragé le ministre pour son application à cette saison

De son côté, M. Constant Omari, président de la fédération, il s'est attardé sur quelques observations. Il a promis qu'il continuera à sanctionner enfin d'avoir un bon championnat.

Toutes les équipes participantes à cette 22° édition ont chacune reçu un brevet de participation entre les mains du président de cette entité, et le président de la fédération, lui, a couronné les trois premier clubs qui ont été sur le podium de la saison 2016-2017.

Il sied de signaler que les absences très remarquées des équipes de Lubumbashi et de leurs représentants.

Voici comment se présente les meilleurs de la saison 2016-2017 : Meilleur joueur : Ricky Tulengi du DCMP, Meilleur buteur : Ben Malango du TP Mazembe avec 18 buts, Meilleur entraineur Pamphile Mihayo du TP Mazembe, Meilleur gardien : Nelson Lukong de l'As VClub, Meilleur arbitre : Kabanga, Joueur espoir : Muzungu de l'As VClub, Equipe fair-play : Ac Dibumba de Tshikapa et Equipe révélation : Ac Dibumba de Tshikapa.

Beni Joël Dinganga

DCMP tient à rééditer l'exploit de 1994

près avoir voté un budget d'un peu plus de 3 millions de dollars, le club vert-blanc et rouge va à l'assaut du continent, et tient à rééditer son exploit

A l'issue de son Assemblée Générale, un appel a été même lancé à l'endroit des tupamaros qui avaient choisi de vider les gradins du fait des déboires accumulés ces sept dernières années.

En effet, ce prestigieux club de Kinshasa a connu toutes sortes de tribulations: série ininterrompue de défaites l'ayant transformé en «sentinelle» du Stade des Martyrs (au moment où des clubs de seconde zone osaient régulièrement l'Afrique); des joueurs tués dans un accident de circulation; scission ayant engendré un club aux dents longues, le FC Renaissance..

C'est surtout, le but du gardien de Bazano (de ses perches, il dégage un « long courrier » à la Thomas Nkono, lequel rebondit devant le gardien immaculé, et le lobe!) qui restera le symbole fort de la descente aux enfers du DCMP... D'ailleurs, ses supporteurs ont dû interrompre la partie après ce but, pour faire sentir par la peau leur ire aux joueurs, en les enfermant dans les filets des poteaux!

Aujourd'hui, c'est comme une nouvelle ère qui s'ouvre sur le deuxième club le plus vieux du Congo (fondé en 1936, une année après V.Club)... Après le retrait du capital français avec Henri Legarda, négocié par Gentiny Ngobila (l'ancien président du club hexagonal, Le Mans, Legarda a èu même à injecter ses joueurs venus d'Outre-Méditerranée dans DCMP), un nouveau comité a été mis en place, avec Aubin Minaku comme « autorité morale », qui a poussé l'équipe jusqu'à la qualification pour l'Afrique, à travers sa troisième place à la Linafoot. Même s'ils ont fini par s'essouffler à la phase retour des play-offs, les coéquipiers de Ricky Tulenge du reste meilleur joueur et buteur de la dernière édition et de toute l'histoire de cette compétition, ont su démontrer de belles choses...

Avec à la clé un entraîneur de poche, Otis Ngoma, qui a su être grand par la tactique! Sollicité par un club sud-africain, ce coach formé en France veut à présent obtenir de nouvelles garanties pour poursuivre l'aventure avec les « immaculés »... Mais, réussir en Afrique, c'est aussi étoffer davantage le groupe de la campagne de la Linafoot avec des joueurs de classe continentale..

Pour cela, Nasser Al euh... Aubin Minaku devra mettre la main à la poche, même si le président du FC Renaissance a toujours regretté pour les caisses de l'Assemblée Nationale..

Après Globalwitness

L'Asadho dénonce la « corruption légalisée » dans le secteur minier

'Asadho s'invite dans le débat suscité par le rapport de Globalwitness intitulé « Distributeur automatique de billets du régime » qui a révélé qu'entre «30 et 40 % des versements miniers qui devraient revenir à l'Etat. En effet, d'après les conclusions de l'ONG américaine, entre 2013 et 2015, plus de 750 de dollars de revenus déclarés versés par les entreprises minières à des organismes publics congolais ont disparus avant d'être acheminés au Trésor public, sans profiter aux populations. La Gécamines est citée dans ce rapport comme étant la plaque tournante de cette « mafia organisée ».

La seule manière de mettre fin au détournement de ces fonds essentiels est de réorganiser le système fiscal fragmenté et d'exiger une totale transparence de la part de la Gécamines, avait recommandé le rapport de Globalwitness, publié au mois de juillet 2017 lequel a provoqué des protestations de la part du Ministère des Mines, du secrétariat technique de l'ITIE-RDC et de la Gécamines.

C'est pourquoi, au cours d'un point de presse l'Asadho a donné son point de vue, à travers son président, Me Jean-Claude Katende.

Au-delà du débat sur les chiffres où chaque partie tient à avoir raison, l'Asadho estime que le rapport de Globalwitness a l'avantage de remettre sur la table les questions que les organisations de la société civile de la RDC ont toujours soulevées ; celle de la gestion par la Gécamines des revenus perçus de ses partenaires à titre de pas de porte, royalties, loyers d'amodiations, droits de préemption et ceux inhérents à la vente ou cession d'actifs d'une part, et celles concernant la clef de répartition des pénalités versées aux régies financières par les entreprises minières, d'autre part !

S'agissant de la gestion de centaines de millions de dollars des revenus perçus par la Gécamines, l'Asadho soutient que les organisations de la société civile se sont toujours inquiétées au sujet de l'opacité qui entoure l'affectation de ces fonds, surtout lorsqu'on constate que les agents de cette entreprise sont impayés depuis plusieurs mois, sans oublier que la Gécamines est l'une des rares sociétés paraétatiques dont les états/rapports financiers ne sont pas régulièrement divulgués. La société civile a toujours considéré que cette société est de nature à favoriser l'irresponsabilité des gestionnaires de la Gécamines, la corruption et la distribution de ces fonds à des individus influents au sein de la Gécamines ou du pouvoir politique en toute impunité!

A propos de la clef de répartition des pénalités perçues par les régies financières auprès des entreprises extractives, l'Asadho estime que c'est un système qui favorise une minorité d'individus au détriment du Trésor public, d'une part, et la corruption et le clientélisme dans la mesure où les fonds octroyés aux régies financières échappent à toute traçabilité et au contrôle de l'ITIE. C'est pourquoi, l'Asadho s'aligne sur les conclusions de Globalwitness quant à ce et considère qu'il y a lieu de revoir notre système fiscal inéquitable!

Au regard de l'absence de transparence qui caractérisent les deux systèmes ci-dessus et leur impact sur la gouvernance d'important revenus extractifs, l'Asadho estime qu'il est urgent d'engager au sein de l'ITIE-RDC un débat des parties prenantes à ce sujet de manière à mettre non seulement fin à l'opacité de gestion des fonds provenant du secteur extractif, mais aussi à soutenir des réformes subséquentes.

Louis-Paul Eyenga

Une recommandation des partenaires

La CENI invitée à publier rapidement un calendrier électoral crédible

a salle de réunion de l'Assemblée Plénière de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a servi de cadre, le 2 août dernier, à une rencontre d'échanges entre les membres du Comité de partenariat au processus électoral en République Démocratique du Congo.

La rencontre, coprésidée par le Président de la CENI et le Directeur pays a.i du PNUD, M. Alfredo a connu la présence, côté Gouvernement, du Vice-ministre des Finances, M. Jean François Mukuna, a été placée à la fois sous les signes de la reprise des contacts formels et permanents interrompus depuis quelques mois que celui d'une évaluation conjointe du processus de l'identification et de l'enrôlement des électeurs en cours.

Dans son mot de bienvenu, le Président de la CENI, Corneille Nangaa Yobeluo, a non seulement remercié les participants pour avoir répondu promptement à l'invitation de la Cen-

trale électorale mais surtout, il a salué la volonté exprimée par toutes les parties à renouer le dialogue autour du Projet d'Appui au Cycle Electoral au Congo (PACEC).

Pour le président de la CENI, les échanges autour du PACEC vont permettre au gouvernement et à la CENI de mettre les partenaires techniques et financiers au courant du niveau des avancées du processus électoral. Le Comité de partenariat est en effet une plate-forme formelle de dialogue qui réunit le Gouvernement de la République représenté notamment par les Ministères des Finances, du Budget, etc. ; la Commission Electorale Nationale Indépendante et en face, des organisations internationales comme l'Union Européenne et l'Union Africaine ainsi que des pays partenaires dont les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, la Grande Bretagne, le Japon, la France, l'Allemagne, la Belgique, le Pays Bas, la Suède, l'Afrique du Sud, la Suisse, les Pays Bas,... ainsi que des institutions d'appuis technique et financier comme le PNUD et l'USAID.

Le point sur la RFE
C'est au Secrétaire exécutif national (SEN) de la CENI, M. Ronsard



Malonda, qu'est revenue la tâche de dresser un état des lieux de la Révision du Fichier électoral (RFE). Cette réunion stratégique intervient au moment où la CENI n'a pas pu tenir le délai de la clôture des opérations d'identification et d'enrôlement initialement prévu pour s'achever le 31 juillet 2017. Pour des raisons évidentes, notamment, sécuritaires dans le Kasaï et le Kasaï Central, la Centrale électorale se devait de réunir ses partenaires afin de faire le point sur les perspectives envisagées avec la reprise de sa présence effective dans ces provinces autrefois secouées par des violences des milliciens Kamwena Nsapu.

Dans son exposé, Ronsard Malonda a rappelé les objectifs initiaux assignés à la RFE et a planché sur les grandes activités réalisées à ce jour et celles en perspective pour la production d'un fichier électoral répondant aux standards internationaux. Il a communiqué les résultats actuels de la RFE et a mis en avant les difficultés majeures rencontrées. Il a évoqué la perspective du lancement imminent des opérations dans les provinces du Kasaï, Kasaï Central et dans les territoires de Kamiji et Luilu en province de Lomami avant de plancher sur les activités de clôture du fichier électoral.

Louis-Paul Eyenga